

Démocratie et colonialisme en Kanaky Nouvelle-Calédonie

Le 13 mai 2024, l'Assemblée nationale a voté la loi constitutionnelle sur le dégel du corps électoral calédonien, permettant d'élargir le droit de vote à 25 000 colons nouvellement installés. Jusque-là, seules les personnes inscrites sur les listes électorales avant 1998, et leurs descendants, pouvaient voter aux élections provinciales.

Au nom de la démocratie, l'Etat français entend noyer le vote du peuple Kanak par le vote de colons français. Alors que 80% du peuple Kanak est favorable à l'indépendance nationale, droit reconnu par les Nations Unies qui classent la Nouvelle Calédonie dans « les pays à décoloniser », ce nouvel artifice de l'Etat français n'a qu'un seul objectif : maintenir l'ordre colonial en Kanaky-Nouvelle Calédonie. Le soulèvement actuel du peuple Kanak est la réponse légitime à la violence coloniale qui dure depuis plus de 170 ans.

Colonisé en 1853, la Kanaky Nouvelle-Calédonie n'a pas échappé aux fondamentaux de la civilisation occidentale capitaliste : exploiter, exterminer et s'enrichir. La France a usé de tous les moyens pour contrôler cette région stratégique de l'océan Pacifique et exploiter la 4^e réserve mondiale de nickel. Après avoir décimé la moitié de la population autochtone entre 1853 et 1920, l'Etat français a fait venir en masse des colons français afin d'endiguer le mouvement indépendantiste. La circulaire du 1er ministre français en 1972 était claire : « l'immigration massive de citoyens (colons) français [...] devrait permettre d'éviter le danger de revendication nationaliste ».

La citoyenneté française accordée en 1946 et les accords de Nouméa de 1998 devant mener à une « complète émancipation » des Kanaks n'étaient que symboliques : dans les faits, le

peuple Kanak est toujours colonisé : occupation militaire, politique d'installation de colons, spoliation des terres, racisme, assassinats ciblés et violences diverses n'ont pas cessé depuis 171 ans. 70% du peuple Kanak vit actuellement sous le seuil de pauvreté. Quelques grandes familles coloniales contrôlent les leviers de l'économie locale, exploitant les ressources et les travailleurs kanaks quand ceux-ci ne sont pas discriminés à l'embauche, le tout sous la protection de l'Etat français et des milices coloniales.

L'idée de la « démocratie » à l'occidentale a été enterrée définitivement dans les ruines de Gaza et Macron voudrait nous faire croire que c'est au nom de la démocratie qu'il modifie la réforme du corps électoral calédonien ? Parler de démocratie dans une société coloniale est absurde. Comme si quelqu'un s'installait dans votre maison par la force et imposait ensuite un vote pour savoir à qui elle appartient. Les jérémiades sur la démocratie ne trompent plus personne. L'accession au droit de vote de colons blancs nouvellement installés sur l'île vise seulement à maintenir l'ordre colonial français.

A l'image du peuple palestinien, le peuple kanak a toujours lutté contre la colonisation. Comme en Palestine, il fait face à des colons blancs racistes armés, spoliateurs de terres et soutenus par un Etat colonial. Ces véritables milices coloniales ont assassiné 3 résistants Kanak depuis le 13 mai. Comme en Palestine, la répression coloniale s'abat sans pitié sur le peuple Kanak : milices paramilitaires, déploiement de l'armée, état d'urgence, coupure de réseaux sociaux, arrestations de membres de la résistance.

Le Comité Action Palestine dénonce la violence coloniale de l'Etat français en Kanaky Nouvelle-Calédonie et exprime sa totale solidarité au peuple Kanak qui mène une juste lutte pour son autodétermination et son indépendance nationale. Il est temps de mettre un coup d'arrêt à la sauvagerie sans bornes et aux méfaits du rouleau compresseur capitaliste, ici

en France, en Palestine et partout dans le monde.